

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 24 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SAVED**

RD 139

Route de Mouliherne -Clefs

49490 Noyant-Villages

Références : EC-2023-583-INSP-SAVED-LASSE-RAP

Code AIOT : 0006302581

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2023 dans l'établissement SAVED implanté RD 139 - Route de Mouliherne - Clefs Lasse 49490 Noyant-Villages. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le programme pluriannuel du contrôle par l'inspection des installations classées. Elle a porté sur la traçabilité des déchets et la mise en œuvre en la matière des dernières dispositions réglementaires (dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets dangereux via l'outil Trackdéchets, registre national électronique RNDTS, mise en place du contrôle des déchets entrants notamment via un dispositif vidéo...).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAVED
- RD 139 - Route de Mouliherne - Clefs Lasse 49490 Noyant-Villages
- Code AIOT : 0006302581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Anjou Valorisation Énergie Déchets (SAVED), filiale du groupe VEOLIA, exploite depuis janvier 2005, à Lasse sur la commune de NOYANT-VILLAGES, une installation d'incinération et de valorisation de déchets non dangereux d'une capacité maximale de 120 000 t/an.

L'exploitation est réalisée dans le cadre d'une délégation de service public du Syndicat mixte Intercommunal de Valorisation Et de Recyclage Thermique des déchets (SIVERT). Des projets sont prévus en 2024-2025 (projet ECOCIR avec des évolutions en vue de fournir de la chaleur fatale aux serres depuis l'usine (fumées, vapeur condensée), mise en place de la deuxième serre, mise en place d'une chaudière gaz pour prendre le relai lors des arrêts techniques avec une alimentation par du biogaz issu de méthanisation, développement d'une deuxième ligne)

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- traçabilité des déchets
- mise en place de certaines Meilleures techniques disponibles dans le cadre du réexamen du Bref WI (MTD)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives (délai 1 mois):**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Système de management environnemental, émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.1 point 26, Annexe II	Sans objet
7	Surveillance des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2, Annexe II	Sans objet
8	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5, Annexe II	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet
2	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Sans objet
3	Contrôle par dispositif vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2023, article D541-48-1	Sans objet
4	Plan de gestion des OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1, Annexe II	Sans objet
6	Caractérisation	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.1, b, Annexe II	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite d'inspection, il a été constaté que les dispositions contrôlées sont mises en place. Un suivi est à maintenir sur ces points (vérification des saisies, etc.).

Il a également été constaté que certains dispositifs en lien avec les meilleurs techniques disponibles (MTD) suite au réexamen du Bref WI sont en cours de mise en place.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> Il a été constaté lors de la visite d'inspection du 04/12/2023 que l'exploitant utilise le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets dématérialisé à savoir l'outil Trackdéchets. Le niveau d'utilisation est en augmentation depuis février 2022 (période de tolérance jusqu'au 30 juin 2022 pour l'utilisation des bordereaux sous format papier à l'aide du Cerfa). Il a été consulté par sondage des bordereaux (exemples : n°BSD-20231126ZC4oAYNCJ et BSD 20231128-ZAB3/NP61). Il a été constaté que les bordereaux étaient correctement remplis et suivis. Les codes déchets, code de traitement, n° CAP et n°FIPA sont cohérents. Les quantités sont similaires à celles indiquées dans les tickets de pesée au pont bascule correspondants sauf pour un où un petit écart est constaté (16, 4T sur le bordereau versus 16.2T sur le ticket).; cet écart est probablement dû à une erreur de saisie. À noter, également qu'un bordereau n° BSD-20220929-GAEP18A4T 49326528400114 pour des déchets réceptionnés sur site le 04/10/2022 contient une quantité aberrante (2600T) en lien probablement avec une erreur d'unité Kg/t. <b>-&gt; il est demandé à l'exploitant de procéder à la correction ad hoc pour ces deux bordereaux. Il convient que l'exploitant étudie la mise en place d'un système de vérification des saisies (ponctuelle, aléatoire ou à posteriori...)</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<b>Prescription contrôlée :</b> II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant

<p>ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la Défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant alimente le registre national des déchets de terres excavées et sédiments. Il a été constaté par sondage l'utilisation du registre. La période de tolérance mise en place pour l'année 2022, a été prolongée jusqu'au 1er mai 2023. L'alimentation du registre n'a pas été vérifiée avec exhaustivité sur site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Contrôle par dispositif vidéo

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/03/2023, article D541-48-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle par dispositif vidéo</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49,105 et 119 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation.</p> <p>Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;</li> <li>-la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.</li> </ul> <p>III.-Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>L'avis de l'organisme consulté est rendu, à la majorité des membres présents, après communication par l'exploitant d'une présentation du dispositif de contrôle par vidéo précisant</p>

ses caractéristiques, y compris la présence ou non d'une visualisation en temps réel, et les modalités de protection des données personnelles ainsi que les fonctions des personnes habilitées mentionnées au V.

En l'absence de comité social et économique et d'institutions représentatives du personnel, les personnels sont consultés dans les conditions prévues à l'alinéa précédent.

La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :

- le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ;
- la finalité du traitement installé ;
- la durée de conservation des images ;
- le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ;
- le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que
- la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant.

L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.

L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.

IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année.

Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année,

Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.

Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté la mise en place du dispositif de contrôle par un système de vidéo. Ce dispositif est installé et opérationnel sur le site. Une caméra a été mise en place pour la lecture de plaques et pour visualiser le véhicule entrant dans la zone de déchargement.

Lors de la visite, les enregistrements vidéo ont pu être consultés. Il a été testé la lecture des plaques et le lien avec le producteur via la traçabilité des déchets ; le test a été concluant. Il a été constaté que la caméra permet de visualiser les déchargements et la plaque avant du véhicule (mais pas la plaque arrière).

Les données ont pu être recoupées lors de la visite avec les données enregistrées au pont bascule également.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Plan de gestion des OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1, Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Autre, réexamen IED, MTD 18
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;</li><li>- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;</li><li>- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.</li></ul> Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 04/12/2023, il a été constaté qu'une liste des OTNOC avec les défaillances, causes/conséquences, fréquence, moyen de détection et actions mise en place a été réalisé via un fichier "Excel" créé en juillet 2023. L'exploitant a indiqué avoir bénéficié du travail réalisé par le syndicat professionnel (FNADE)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Système de management environnemental, émissions diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.1 point 26, Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réexamen IED, MTD 1 Gestion des émissions diffuses et MTD 10 plan qualité
<b>Prescription contrôlée :</b> 2.1. Système de management environnemental L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants : [...] 26. Pour les unités de traitement des mâchefers, la gestion des émissions diffuses de poussières qui consiste à identifier les principales sources d'émissions diffuses de poussières à l'aide de la norme EN 15445, ou équivalent, et définir et mettre en œuvre des mesures et techniques appropriées pour éviter ou réduire les émissions diffuses sur une période déterminée ; 22. Pour les unités de traitement des mâchefers, la gestion de la qualité des extrants de façon à garantir que le produit qui résulte du traitement des mâchefers est conforme aux attentes. À cet effet, il est fait appel, le cas échéant, aux normes EN existantes ou équivalentes. Cette méthode permet également de contrôler et d'optimiser l'efficacité du traitement des mâchefers.

**Constats :**

Le site ne réalise pas de traitements de mâchefers (présence d'une plateforme de mâchefers sans unité de traitement) et n'est pas directement concerné par les points 22 et 26.

Cependant, l'exploitant a fait réaliser une étude visant l'identification et la caractérisation des principales émissions diffuses de poussières sur la plateforme mâchefers selon la norme NF EN 15445. Le rapport du 19 octobre 2023 réalisé par Bureau Veritas a été transmis à l'inspection suite à la visite. Des capteurs ont été posés le 21/06/2023 jusqu'au 21/07/2023 pour une mesure en continu ainsi qu'une station météorologique. Une modélisation a également été effectuée (certaines sources sont extérieures)

Ce rapport conclut que : " les flux d'émission de poussières PM10 finalement estimés par itération montrent que :

- Les envols liés au vent constituent une source émettrice importante car bien que ces émissions semblent fortement fluctuer au cours du temps, cette source est potentiellement émettrice en permanence. Le flux maximum estimé pour cette source est finalement de 0,2 kg/h de PM10.
- Les émissions de l'installation de traitement (crible), des opérations de chargement de mâchefers, de ferrailles et/ou de refus de crible ont été estimées de façon cumulée (pas possible de discriminer la contribution de chacune de ces sources à la vue de la concomitance de ces émissions). Le flux maximum estimé pour le cumul de ces sources est finalement de 0,3 kg/h de PM10.
- La voirie commune avec l'UVE est également une source significative par envol de poussières lors du passage des camions. Le flux maximum estimé pour cette source est finalement de 0,2 kg/h de PM10.

L'ensemble des activités mâchefers étant déjà couvert, la principale recommandation pour limiter les émissions de poussières consiste à faire passer la balayeuse plus fréquemment pour nettoyer les voiries et ainsi limiter les envols liés au passage des camions et au vent."

L'exploitant a indiqué lors de la visite d'inspection que le nettoyage des voiries est effectué de manière plus fréquente.

**-> il est demandé à l'exploitant de suivre ce point et d'adapter la fréquence de nettoyage en tant que de besoin.**

Par ailleurs, l'exploitant a mis à jour la procédure dénommée "PROCEDURE MO56V6" en date du 24/08/2023 afin d'inclure le « plan qualité » relatif à la gestion de la plateforme IME afin de répondre à la MTD 10.

**Observations :**

**Le schéma du circuit des eaux dont l'inspection dispose est ancien y compris celui fournit dans le cadre du dossier de réexamen (peu lisible). L'exploitant pourra transmettre un schéma actualisé.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 6 : Caractérisation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.1, b, Annexe II

**Thème(s) :** Autre, réexamen IED, MTD11

**Prescription contrôlée :**

3.1 Gestion des flux de déchets :

b. Ces procédures permettent de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, sur le plan technique et réglementaire, à un déchet donné, avant l'arrivée de celui-ci à l'unité. Il s'agit de collecter des informations sur les déchets entrants, et éventuellement de réaliser un échantillonnage et une caractérisation des déchets destinés à obtenir suffisamment d'informations sur la composition des déchets. Les procédures d'acceptation préalable des déchets sont fondées sur les risques et prennent en considération, par exemple, les propriétés de



danger des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été présenté un rapport relatif à la caractérisation des déchets entrants dans l'UVE de Lasse réalisé par le groupe Inddigo de novembre 2023. Aucune anomalie n'est relevée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Surveillance des effluents gazeux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2, Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Autre, réexamen IED, MTD 4,30 et 31, surveillance des rejets gazeux
<b>Prescription contrôlée :</b> 2.2.2. Surveillance des effluents gazeux Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante. a) Pour les installations d'incinération : Hg En continu Normes EN génériques et EN 14 884 PCDD/PCDF : en semi-continu Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme CEN-TS 1948-5 EN 1948-2, EN 1948-3 GA X 43-139 PBDD/PBDF : une fois tous les six mois Pas de norme PCB de type dioxines : une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme, NF EN 1948-2, NF EN 1948 – 4 Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables NF EN 1948-1, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4 Benzo[a]pyrène : Une fois par an Pas de norme EN Norme NF X 43-329 [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué dans son dossier de réexamen que les nouvelles mesures à mettre en place par rapport à la situation précédente, sont les suivants : – la mesure en continu de mercure ; – une mesure annuelle du Benzo[a]pyrène ; – mesures périodiques des PCBDL et PBDD/F tous les 6 mois par ailleurs, le site indique ne pas être concerné par la mesure de PBDD/F du fait de l'absence de déchets contenant des retardateurs de flamme ou d'injection de brome dans le dossier de réexamen IED. Cette incohérence sera à clarifier.  Lors de la visite, il a été constaté que : – pour le mercure, la mesure en continu est effective depuis le 17/11/2023. Les valeurs de 2022 ont été consultées. Un pic a été observé en juillet 2022 (autour du 21 et 22). L'exploitant a augmenté la quantité de charbon actif injecté. – pour les PCB-DL et les PBDD/F, une mesure a été effectuée en septembre 2023. L'exploitant ne disposait pas des résultats d'analyses le jour de la visite. – pour le Benzo[a]pyrène, la mesure annuelle est à réaliser. -> <b>l'exploitant doit transmettre l'ensemble des résultats des mesures accompagnés de son analyse.</b> Les mesures de PCDD/PCDF en semi-continu sont déjà réalisées sur le site. Les derniers résultats pourront être transmis également.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**N° 8 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en OTNOC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5, Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réexamen IED, MTD5 Surveillance des émissions en OTNOC
<b>Prescription contrôlée :</b> 2.2.5. Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC)  Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.  Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis : – un rapport du 10/10/2023 de bureau Veritas relatif à des mesures des émissions atmosphériques lors d'une phase de démarrage du four ; un rapport du 25/11/2023 de bureau Veritas relatif à des mesures des émissions atmosphériques lors d'une phase d'arrêt du four ; <b>-&gt; ces rapports ne sont accompagnés d'aucune analyse ou conclusion. Il est demandé à l'exploitant de faire part de son analyse sur les résultats des mesures effectuées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites